

## ENFANTS ATTEINTS DE DÉFICIENCE EN HORMONES DE CROISSANCE À SIKKDA

# Le Nordilet, médicament unique et remboursable à 50 %

**Le calvaire des enfants atteints de déficience en hormones de croissance (hormone dénommée GH : Growth Hormone, ou somatotropine) n'est pas près de s'arrêter. La sourde oreille des pouvoirs publics aux appels de détresse des parents en est la cause la plus probante.**

Certes, leur nombre sur le territoire national est minime. Il n'en demeure pas moins que leur cas doit être pris en charge par les instances nationales. Le principal problème réside dans le prix du médicament qui leur est prescrit, le Nordilet, qui coûte sur le marché 8 565,85 DA. En fonction du degré de la déficience du patient, le dosage prescrit par le médecin traitant définit le nombre de boîtes à acheter durant le trimestre. Le minimum est de 25 000 DA par trimestre. C'est dire le poids financier supporté par les parents.

L'un d'eux, Boudefa Noureddine, directeur dans une agence maritime à Skikda, subit cette situation depuis 2007. Il est fortement pénalisé financièrement dans un souci de prise en charge de son fils. «Le traitement de trois mois me revient à 110 565 DA.»

Il ajoute : «Mon fils Anis, âgé de 11 ans, a gagné quelques centimètres en plus depuis 2 ans. De 1m09, 19 kg, il est passé à 1 m 27, 26 kg.» A Skikda, ils sont deux à souffrir de cette pathologie hormonale, du moins ceux qui se sont déclarés



Photo : DR

publiquement et ont les moyens de se procurer la molécule mère auprès d'officines privées. En Algérie, on ne connaît pas leur nombre exact.

Leur point commun est qu'ils sont confrontés à deux entraves. Outre le prix excessif du médicament, c'est le remboursement par la Cnas qui pose problème. Dans l'ancienne nomenclature des médicaments remboursables, celui-ci se présentait sous l'appellation de Norditropine et était remboursé par la Cnas.

Dans la nouvelle, lancé avant la publication du tarif de référence au Journal officiel du 2 juillet

2008, le médicament, connu sous la dénomination précitée, n'était pas remboursé par la Cnas. Depuis le 2 octobre, date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs de référence pour les médicaments remboursables par la Cnas, Nordilet est remboursé à hauteur de 50% de son prix de vente. Le produit est unique sur le marché national, il n'a pas de générique.

Selon le président de la section de Skikda du Snapo, Salah Ayache, «il faut bien préciser que le problème du remboursement du Nordilet n'est pas du ressort du syndicat. Il ne peut faire l'objet de revendication officielle de

notre part. C'est aux associations des malades d'en faire leur cheval de bataille. Puisque ces dernières sont inexistantes eu égard au nombre minime de malades recensé à travers le territoire de la wilaya, nous proposons que ce médicament soit supporté dans sa totalité par l'Etat, sur ses fonds propres».

Les instances compétentes, notamment la DAS, après avoir bien identifié et répertorié les malades atteints de déficience en hormones de croissance, prennent en charge sur le plan financier l'achat de ce médicament».

Zaïd Zoheir

## BOUMERDÈS

# Les élus du RCD montent au créneau à Aït Amrane

**Les élus RCD de la commune d'Aït Amrane, dans la wilaya de Boumerdès, montent au créneau pour mettre à nu, selon eux, la mauvaise gestion des deniers publics.**

Dans un communiqué rendu public à l'issue de la dernière assemblée générale des élus, les 3 élus du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) dénoncent l'achat de denrées alimentaires et de fournitures scolaires dans des conditions qu'ils estiment non conformes à la réglementation et aux intérêts de la commune.

Selon ce communiqué, l'approvisionnement a été fait auprès d'un détaillant de Thenia, qui, laissent-ils entendre, est un proche du président de l'APC, au lieu de faire jouer la concurrence et opter pour un grossiste. Ce serait, dans ce cas d'espèce, un délit d'initiés. La distribution de ces produits alimentaires durant le mois sacré de Ramadan ainsi que des fournitures scolaires n'a pas été, estiment les protestataires, réa-

lisé dans la transparence. Selon les listes fournies par les élus, il ressort que pour un village de 3 000 habitants (Tasouikt), d'où est originaire, remarque les pourfendeurs de cette méthode de répartition, le premier-vice président, 360 lots ont été distribués.

Les élus du RCD déplorent que le reste de lots — 960 — ait été reparti au profit d'une population de la commune d'environ 22 000 âmes. Dans un autre chapitre, les auteurs de ce communiqué désapprouvent la distribution «dans l'opacité totale de 150 000 DA d'aide». «Nous considérons que toute bonne gouvernance doit passer par le respect des règles de la bonne gestion», écrivent-ils. Ils réitèrent à l'occasion leur exigence quant à l'élaboration d'un audit de toute la gestion de l'APC.

De son côté, M. Benmesk Rabah, responsable de la section locale du RCD, nous a contacté pour nous informer qu'il a instruit les élus de l'APC «afin d'exiger fermement l'étude équitable et transparente de la liste des

attributaires des logements sociaux pour éviter de fâcheux événements à la commune».

Sur ce dernier point, le président Adjou nous a affirmé au téléphone que cette liste est en voie de finalisation au niveau de la daïra de Thenia, qui a, d'après lui, accordé une faveur permettant d'associer 3 élus de la commune à l'inscription des noms de bénéficiaires de logements sociaux.

Sur le choix des fournisseurs, il avancera : «Les grossistes ont refusé de nous livrer. Nous avons donc acheté les produits chez deux fournisseurs d'Aït Amrane et de Thenia qui ont accepté de nous livrer aux prix des grossistes, voire moins.»

Il a refusé de répondre sur ses liens avec les fournisseurs estimant que c'est un détail. C'est une commission qui a décidé de la répartition des lots, précise-t-il. S'agissant de la répartition de l'aide des 150 000 DA en matériaux de construction, il affirme que pour l'heure rien n'a été encore décidé.

Abachi L.

## SAÏDA

### 67 cas d'intoxication alimentaire

La wilaya de Saïda a enregistré, durant les dix premiers mois de cette année, 67 cas de toxoinfection alimentaire collective (TIAC), selon des sources autorisées.

Les cas ont doublé. Désormais ce phénomène a touché 20% des 100 000 habitants contre 10% l'année dernière et ce, à cause de l'absence entre autres de toute mesure de contrôle de l'hygiène.

### Seize communes raccordées au gaz de ville

La wilaya de Saïda a totalement raccordé au gaz de ville les chefs-lieux de ses 16 communes suite à l'achèvement du programme de soutien à la croissance économique. 36 postes de distribution de gaz de ville ont été programmés entre 2008 et 2010 sans compter la réalisation de 35,5 kilomètres de réseaux de transport de cette énergie si vitale pour le confort de la population qui peinait autrefois pour pouvoir acquérir une bonbonne de gaz butane à un prix fou.

Ainsi, une enveloppe de 129 millions de dinars a été réservée à la réalisation de cet investissement colossal.

Par ailleurs, l'établissement public Sonelgaz s'apprête à réaliser également 216 kilomètres de câbles électriques dont 176 km dans le cadre du programme des Hauts-Plateaux pour faire bénéficier 3 137 familles de cette autre énergie indispensable.

La wilaya de Saïda a réservé un montant de 399 millions de dinars pour l'électrification rurale ainsi que 74 autres millions de dinars pour la réalisation de 40 kilomètres de câbles électriques au profit de 1 968 autres familles.

A signaler que Sonelgaz, qui ne cesse de déployer de gros efforts pour satisfaire sa clientèle compte 57 669 abonnés en électricité et 30 618 autres en gaz de ville.

Kadour D.